



Commune de OUISTREHAM
Service Secrétariat Général

secretariat.general@ville-ouistreham.fr

Hôtel de Ville – Place A. Lemaignier
BP 102 - 14150 Ouistreham
Tél.02.31.97.73.25 – Fax.02.31.97.73.39
www.ouistreham-rivabella.fr

99_AR-014-2114 04884-2023 0728-ARR2023_467

Police de l'Environnement

**Arrêté portant réglementation de l'accueil du public et de la
préservation des espaces naturels**

**REGLEMENTATION DU SITE NATUREL DE L'ESTUAIRE DE
L'ORNE – SECTEUR DE LA POINTE DU SIEGE**

LE MAIRE DE OUISTREHAM,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2122-18, L2122-28, L2211.1 et 2, L2212-2 et L2212-4, L2213-1 et 2, et L2213-4 ;

VU le code de l'Environnement Livre III relatifs aux espaces naturels, et notamment

- les articles L.322-1 et suivants et les articles réglementaires correspondants relatifs au Conservatoire du littoral et à la gestion de son domaine ;
- les articles L.362-1 et suivants et les articles réglementaires correspondants relatifs à la prohibition des véhicules motorisés en espaces naturels ;
- les articles L411-1 et 411-2, 412-1, 413-1 et suivants relatifs à la protection de la nature ;
- les articles L414-1 et suivants et R414-19 et suivants relatifs aux évaluations des incidences Natura 2000 ;

VU le code de procédure pénale, et notamment les articles 29 et 29-1, et R.15-33-24 à R.15-33-29-2 ;

VU l'article 1243 du code civil concernant la responsabilité des propriétaires, utilisateurs ou gardiens d'animaux ;

VU le code rural et notamment

- l'article L161-5 ;
- les articles L. 211-11 et suivants du code rural relatifs aux animaux dangereux et errants ;

VU le code forestier et notamment les articles L.131-1 et L.131-6 et R. 131-2 à R.131-4 ;

VU la directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et la flore sauvages ;

VU la directive 2009/49/CE du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU les arrêtés Ministériels du 18 JANVIER 2005 (ZPS) concernant le classement de l'« ESTUAIRE DE L'ORNE » en site NATURA 2000 ;

VU le décret n°2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental ;

VU la convention de gestion du site de l'estuaire de l'Orne en date du 28 janvier 2015 et son avenant en date du 25 juillet 2018 entre le Conservatoire du littoral et le Département du Calvados ;

CONSIDERANT les actions entreprises par le Conservatoire du Littoral en liaison avec le Département pour assurer la sauvegarde de l'espace littoral et permettre l'accueil des usagers ainsi que la découverte des patrimoines naturel et paysager dans les meilleures conditions et qu'il convient de préserver la tranquillité de la faune présente mais aussi des usagers du site ;

CONSIDERANT que ce site est riche et fragile sur le plan écologique ;

CONSIDERANT qu'afin de concilier la protection des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages, avec les intérêts et la sécurité des utilisateurs du site, il convient de réglementer les différentes activités et le comportement des visiteurs et usagers ;

CONSIDERANT qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement sur les itinéraires d'accès au site, afin d'assurer d'une part, la protection de cet espace naturel particulièrement sensible, et d'autre part, la fréquentation paisible du lieu, sans qu'aucune gêne, dégradation, ou atteinte à la sécurité ne puisse troubler les usagers du site ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : LIMITE DU SITE

Le présent arrêté porte réglementation du site naturel protégé de l'Estuaire de l'Orne, secteur de la Pointe du Siège, propriété du Conservatoire du littoral, dont le plan et le relevé cadastral figurent en **annexe n°1**.

ARTICLE 2 : ACCES AU SITE PAR DES VEHICULES MOTORISES

En dehors des voiries et aires de stationnement, l'ensemble du site est interdit aux véhicules motorisés (2 ou 4 roues).

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux véhicules utilisés pour remplir une mission de service public ;
- aux véhicules utilisés à des fins professionnelles de recherche, d'exploitation, de surveillance ou d'entretien des espaces naturels, des fossés et des ouvrages de protection en vertu d'une autorisation délivrée par le propriétaire ou gestionnaire du secteur dont l'accès est réglementé ;
- aux véhicules bénéficiant d'une autorisation du propriétaire ou du gestionnaire ;

ARTICLE 3 : STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules est autorisé uniquement sur le parking dit de « la Pointe du Siège ».

Le stationnement des véhicules à proximité des barrières, accès secours, entrées de site est strictement interdit.

Le stationnement des véhicules sur les sentiers piétons est strictement interdit.

ARTICLE 4 : CIRCULATION PIETONNE ET VELOS

L'accès piéton est autorisé uniquement sur les sentiers identifiés en annexe n°2.

La circulation des cycles est autorisée sur les cheminements identifiés en annexe n°2.

Le Conservatoire du littoral et le Département, en collaboration avec la commune, se réservent le droit de fermer temporairement au public tout ou parties du site pour des enjeux écologiques, de sécurité ou des travaux spécifiques.

ARTICLE 5 : INTERDICTIONS RELATIVES AUX COMPORTEMENTS DES VISITEURS

Il est interdit :

- d'user de pétards et fusées ;
- de porter atteinte aux milieux naturels en utilisant le feu ;
- de dégrader les aménagements, mobiliers et signalétiques présents sur le site ;
- d'abandonner ou de déposer tout produit ou matériau, quel qu'il soit, susceptible de nuire à la qualité de l'eau, de l'air, du sol ou à l'intégrité de la faune et de la flore ;
- de cueillir toute espèce végétale ;
- d'abandonner ou de déposer, en dehors des lieux spécialement prévus à cet effet, des détritiques de quelque nature que ce soit (bouteilles, papiers, emballages plastiques, mégots....) ;
- de pratiquer des activités de loisirs (golf, cerf-volant, gyropodes, etc.) susceptibles d'occasionner une dégradation du milieu naturel ou un dérangement de la faune ;
- l'usage de modèles réduits terrestres, radiocommandés ou non, est interdit sur l'ensemble du site ;
- de faire toute publicité sous quelque forme que ce soit (calicot, panneaux, drapeaux, etc.) ;
- d'exercer toute activité commerciale, même occasionnelle, sauf autorisation du propriétaire public des terrains concernés ;
- toutes actions pouvant nuire au maintien des espèces végétales et animales ou tendant à modifier, dénaturer ou faire disparaître les milieux naturels et les paysages.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX AERONEFS

Tout usage d'aéronef sans personne à bord (aéromodélisme, drone professionnel ou de loisir, etc.) est interdit sur l'ensemble de la Pointe du Siège.

Néanmoins sur certaines zones précisées lors de la demande d'autorisation et uniquement après autorisation écrite du gestionnaire et/ou du propriétaire, la prise de vue aérienne pourra être acceptée sur les terrains du site naturel protégé.

ARTICLE 7 : RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS

Les rassemblements, les manifestations de quelque nature que ce soit (sportive, culturelle, artistique, etc.) doivent être dûment autorisées par le propriétaire public des terrains concernés, après avis du gestionnaire.

Pour rappel, certaines manifestations soumises à autorisation ou à déclaration au titre des articles L331-2 et R 331-6 à R 331-17 du code du sport sont soumises à évaluation des incidences Natura 2000.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHIENS

Tous les chiens doivent être obligatoirement tenus en laisse, quelle que soit la période de l'année.

Cette obligation ne s'applique pas :

- aux chiens d'assistance ;
- aux chiens utilisés dans le cadre de la régulation cynégétique du sanglier par l'association référente.

En cas de non-respect de ces obligations, ces animaux seront considérés en état de divagation susceptible d'une mise en fourrière, et son propriétaire passible d'une contravention de 4^{ème} classe.

Il est fait obligation aux personnes accompagnées d'un chien de procéder immédiatement, par tout moyen approprié, au ramassage des déjections que cet animal abandonnerait sur la propriété publique. Les déjections doivent être évacuées du site conformément à la réglementation.

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHEVAUX

La pratique d'activités équestres est interdite toute l'année.

ARTICLE 10 : INTERDICTION RELATIVE AU CAMPING

La pratique du camping, sous quelque forme que ce soit (sous tente, en camping-car, en caravanes, etc.), est interdite toute l'année.

ARTICLE 11 : REGLEMENTATION LIEE A LA FAUNE ET A LA FLORE

Sous réserve des activités prévues par le plan de gestion et/ou dans un cadre conventionnel, il est interdit :

- D'introduire à l'intérieur du site des végétaux et des animaux quel que soit leur état de développement ;
- La cueillette et la destruction de plantes protégées ;
- Toute action de coupe d'arbres, de branches ou de mutilation des arbres sauf dans le cadre d'opérations de gestion menées par le gestionnaire ;
- La perturbation intentionnelle, la destruction d'habitat naturel ou la destruction d'espèce animale protégée ;
- De prélever des minéraux et des matériaux naturels (sable, etc.).

ARTICLE 12 : PRATIQUE DE LA CHASSE

La pratique de la chasse de loisir est interdite.

La chasse de régulation est autorisée dans le cadre d'une convention entre L'association de régulation de sanglier, le Conservatoire du Littoral et le Département. Lors de ces battues, un arrêté municipal visant la fermeture de la pointe du Siège doit obligatoirement être pris.

ARTICLE 13 : INFRACTIONS ET POURSUITES

Monsieur-le Maire, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, Monsieur le Chef de la Police municipale, les agents de la Police Municipale, les agents commissionnés par le Ministère chargé de l'Environnement, les agents de l'Office Français de la Biodiversité, les gardes du littoral sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et réglementations en vigueur.

ARTICLE 14: DELAI ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication et/ou de sa notification, auprès du Tribunal Administratif compétent.

Il peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

ARTICLE 15: AFFICHAGE ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera :

- Transmis pour information à Monsieur le Président du Conseil Départemental du Calvados, Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Office Français de la Biodiversité, Monsieur le Président de Caen la mer s/c Monsieur le Coordonnateur du secteur Canal-Littoral, Monsieur le Maire-adjoint délégué à l'Environnement, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Ouistreham, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Monsieur le Chef du centre de secours de Ouistreham, Monsieur le Délégué Régional du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres, Monsieur le Responsable du Service Environnement de Ouistreham ;
- Inséré au Registre des arrêtés du Maire
- Certifié exécutoire du fait de
 - ✓ sa transmission en préfecture le
 - ✓ sa publication sur les sites communaux www.ouistreham-rivabella.fr et <http://ouistreham.e-legalite.com/> le
 - ✓ son affichage sur les panneaux d'information aux entrées du site naturel protégé ;

Fait à Ouistreham, le 28 juillet 2023



Pour le Maire empêché,
Ma 1^{ère} Adjointe

Catherine LECHEVALLIER